

“ faire à l'Honorable Conseil et au Comité de la part duquel je suppose
 “ que vous m'avez écrit, les observations suivantes :

“ (1) Il est fort douteux que la Province puisse fournir présentement
 “ un nombre suffisant d'Ecoliers pour occuper les Maîtres et Professeurs que
 “ que l'on mettroit dans une Université. D'abord, tant qu'il y aura beau-
 “ coup de terres à défricher en Canada, on ne doit pas attendre que les
 “ habitants des campagnes soient curieux des arts libéraux. Un cultivateur
 “ aisé qui désirera laisser un bon héritage à ses enfants, aimera mieux com-
 “ munement les appliquer à l'Agriculture et employer son argent à leur
 “ acheter des fonds, qu'à leur procurer des connoissances dont il ne con-
 “ noit pas, et dont il n'est guère possible qu'il connoisse le prix. Tous les
 “ pays du monde ont successivement donné des preuves de ce que j'avance,
 “ les sciences n'y ayant fleuri que quand il s'y est trouvé plus d'habitants
 “ qu'il n'en falloit pour la culture des terres. Or ceci n'a pas encore lieu en
 “ Canada, pays immense dont les terres peu avancées offrent de toutes
 “ part de quoi exercer l'industrie et piquer l'intérêt de ses Colons. Les
 “ villes seroient donc les seules qui pussent fournir des sujets à l'Université.

“ Il y a quatre villes dans la Province : une, William Henri, qui est
 “ encore déserte ; une autre, les Trois-Rivières, qui mériteroit à peine
 “ le nom de bourg. Restent Québec et Montréal, dont le peuple comme
 “ l'on sait, n'est pas fort nombreux. En outre, est-il probable, attendu
 “ la rareté actuelle de l'argent et la pauvreté des citoyens, que Montréal
 “ puisse envoyer un grand nombre de sujets à l'Université ? Tous les
 “ deux ans, une dizaine ou douzaine d'écoliers de Montréal sont envoyés
 “ ici pour étudier la Philosophie. Il n'en faut pas d'avantage pour faire
 “ murmurer toute leur ville. Plusieurs, faute de moyens suffisants, sont

“ contraints